



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES










MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**TRAVAUX DE REMPLACEMENT ET DE
MODERNISATION DE 9 ASCENSEURS**

Université de Strasbourg
Direction du Patrimoine Immobilier
Département des Contrats Immobilier
18 Rue GOETHE
67081 STRASBOURG CEDEX

Cahier des Clauses Administratives Particulières

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	TRAVAUX DE REMPLACEMENT ET DE MODERNISATION DE 9 ASCENSEURS
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Avec tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec (Actualisation)
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 – Dispositions générales du contrat	5
1.1 – Objet du contrat.....	5
1.2 – Décomposition du contrat	5
2 – Pièces contractuelles	6
3 – Intervenants	7
3.1 – Conduite d’opération	7
3.2 – Maîtrise d’œuvre	7
3.3 – Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	7
3.4 – Contrôle technique	7
3.5 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs	7
4 – Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
5 – Protection des données à caractère personnel.....	8
6 – Durée et délais d’exécution.....	8
6.1 – Délai global d’exécution des prestations	8
6.2 – Délai d’exécution.....	8
6.3 – Calendrier prévisionnel et détaillé d’exécution	10
7 – Prix	10
7.1 – Caractéristiques des prix pratiqués	10
7.2 – Modalités de variation des prix	11
7.3 – Dispositions spécifiques aux tranches	11
8 – Garanties Financières	11
9 – Avance	12
9.1 – Conditions de versement et de remboursement.....	12
9.2 – Garanties financières de l’avance	13
10 – Modalités de règlement des comptes.....	13
10.1 – Décomptes et acomptes mensuels.....	13
10.2 – Présentation des demandes de paiement.....	14
10.3 – Délai global de paiement	15
10.4 – Paiement des cotraitants.....	15
10.5 – Paiement des sous-traitants.....	15
11 – Conditions d’exécution des prestations.....	16
11.1 – Caractéristiques des matériaux et produits	16
11.2 – Préparation et coordination des travaux	16
11.2.1 – Période de préparation – Programme d’exécution des travaux	16
11.3.2 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	17
11.3.3 – Plan d’assurance qualité	18

Cahier des Clauses Administratives Particulières

11.3.4 – Registre de chantier	18
11.4 – Etudes d'exécution	18
11.5 – Installation et organisation du chantier.....	20
11.5.1 – Installation de chantier	20
11.6 – Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	20
11.6.1 – Gestion des déchets de chantier	20
11.6.2 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	21
11.6.3 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	21
11.6.4 – Documents à fournir après exécution	21
12 – Développement durable.....	21
13 – Réception	22
13.1 – Réception des travaux	22
13.1.1 – Dispositions applicables à la réception.....	22
13.1.2 – Réception partielle.....	22
13.1.3 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	22
14 – Garantie des prestations	22
14.1 – Garantie de parfait d'achèvement	22
14.2 – Garantie de bon fonctionnement	23
14.3 – Garantie décennale	23
15 – Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	23
16 – Pénalités	23
16.1 – Pénalités de retard	23
16.2 – Pénalité pour travail dissimulé.....	24
16.3 – Autres pénalités spécifiques	24
16.4 – Réfections	25
17 – Assurances	25
18 – Clause de réexamen	26
19 – Résiliation du contrat.....	27
19.1 – Conditions de résiliation	27
19.2 – Redressement ou liquidation judiciaire	27
20 – Marchés ayant pour objet des prestations similaires	28
21 – Certificat d'économie d'énergie	28
22 – Certificats.....	28
23 – Règlement des litiges et langues.....	28
21 – Dérogations	29

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 – Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

TRAVAUX DE REMPLACEMENT ET DE MODERNISATION DE 9 ASCENSEURS

Les travaux de remplacement de six ascenseurs des sites sont :

- Tranche ferme : L'Escarpe & Le Portique ;
- Tranche optionnelle 1 : Le Patio & Le Pangloss ;
- Tranche optionnelle 2 : Pôle API ;
- Tranche optionnelle 3 : PEGE ;

Ainsi que leur maintenance pendant 4 ans à compter de la réception et mise en service.

Lieu(x) d'exécution :

- 2160 Escarpe, Strasbourg (67) ;
- 1010 Le Portique, Strasbourg (67) ;
- 1040 Patio, Strasbourg (67) ;
- 1020 Pangloss, Strasbourg (67) ;
- 330 Pôle API Bâtiment C, Illkirch Graffenstaden (67) ;
- 390 PEGE, Strasbourg (67).

1.2 – Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 4 tranches (1 ferme et 3 optionnelles) :

Tranche(s)	Désignation
TF	Travaux de remplacement des ascenseurs des bâtiments L'Escarpe & Le Portique
T0001	Travaux de remplacement des ascenseurs des bâtiments Le Patio & Le Pangloss
T0002	Travaux de remplacement de l'ascenseur du bâtiment Pôle API
T0003	Travaux de remplacement des ascenseurs du bâtiment PEGE

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe n°1 ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le dossier de diagnostic technique ;
- Le rapport d'audit technique ascenseur ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Le mémoire technique ;
- Le calendrier détaillé d'exécution ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le cahier des clauses spéciales (CCS) des documents techniques unifiés (normes NF DTU) ; Le plan de prévention ;

Les pièces générales ne sont pas envoyées aux candidats, mais elles sont réputées être connues et approuvées par ces derniers. Toute réserve aux pièces du marché faites par le candidat dans son offre sera considérée nulle.

Seuls les documents originaux, conservés par l'administration font foi.

En cas de discordance, de différences entre les pièces, ce sont les dispositions les plus contraignantes pour le titulaire du marché qui doivent être prises en compte.

NOTA : Les réponses aux questions posées en cours de consultation par les entreprises à la maîtrise d'ouvrage sont contractuelles et viennent corriger le cas échéant les dispositions des documents cités ci-dessus ainsi que les demandes de complément pendant l'analyse des offres.

Les réponses sont transmises via la plate-forme PLACE www.marches-publics.gouv.fr

Nous invitons fortement les candidats à s'identifier sur la plate-forme www.marches-publics.gouv.fr afin d'obtenir les réponses aux questions.

Dans le cas contraire, il appartiendra aux candidats de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

3 - Intervenants

3.1 – Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

SOCOTEC SMART SOLUTIONS – ASCAUDIT GROUPE
Energy III
155 RUE DU DOCTEUR BAUER
93400 Saint-Ouen

Elle est représentée par : **Julien Heintz**.

3.3 – Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.4 – Contrôle technique

Le contrôleur technique est assuré par :

BTP CONSULTANTS SAS
92 B Boulevard de la Solidarité 57070 METZ

Il est représenté par : **Déborah Noeppel**.

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

Code	Libellé
LP	Solidité des ouvrages et éléments d'équipements neufs dissociables et indissociables
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP
LE	Solidité des existants
Hand-ERP	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

3.5 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Sans objet.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

l'acheteur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement, conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 – Délai global d'exécution des prestations

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale est jusqu'à la complète exécution de l'ensemble des prestations.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/06/2026.

6.2 – Délai d'exécution

Le délai de préparation par tranche est de 4 semaines à compter de l'ordre de service de préparation.

Le délai d'exécution par tranche est le suivant :

Tranche(s)	Désignation	Délais d'exécution
TF	Travaux de remplacement des ascenseurs des bâtiments L'Escarpe & Le Portique	4 mois d'exécution hors période de préparation
TO001	Travaux de remplacement des ascenseurs des bâtiments Le Patio & Le Pangloss	4 mois d'exécution hors période de préparation
TO002	Travaux de remplacement de l'ascenseur du bâtiment Pôle API	3 mois d'exécution hors période de préparation
TO003	Travaux de remplacement des ascenseurs du bâtiment PEGE	3 mois d'exécution hors période de préparation

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
TO001 : Travaux de remplacement des ascenseurs des bâtiments Le Patio & Le Pangloss	36 mois
TO002 : Travaux de remplacement de l'ascenseur du bâtiment Pôle API	36 mois
TO003 : Travaux de remplacement des ascenseurs du bâtiment PEGE	36 mois

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute, pour chaque tranche, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Conformément à l'article 18.2.1 et 3.8 du CCAG-Travaux issu de l'arrêté du 30 mars 2021, la prolongation du délai d'exécution résultera d'un ordre de service émis par le maître d'ouvrage.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que son activité devra être maintenue à un rythme soutenu durant tout le chantier, y compris les périodes de congés ne devront pas entraver l'exécution du chantier dans le délai imparti. L'entreprise est tenue de s'organiser pour assurer la continuité du chantier. Aucun retard de commande ou de livraison de matériel ou d'équipement nécessaire à la réalisation du chantier ne pourra justifier de délai supplémentaire à l'exécution.

En cas de retard dans le planning de l'opération, il pourra être demandé aux entreprises de travailler le samedi et/ou en horaires décalés sans indemnité.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limitée et durée
Précipitations	>20mm/jour entre 7h00 et 19h00
Refroidissement	-5°C à 8h00 du matin
Neige	>2cm sur le site à 8h00 du matin
Verglas	Sur constat du CSPS ou de l'OPC
Séisme	Apparition d'un phénomène remarquable
Vent	>60 Km/h pendant plus d'1 heure
Forte chaleur	>33°C pendant plus d'1 heure

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est **la station météorologique de Strasbourg-Entzheim**.

L'entreprise doit justifier des jours d'intempéries qu'elle demande en fournissant les relevés météorologiques confirmant les conditions indiquées dans le tableau ci-dessus, ainsi qu'un justificatif de la caisse des congés payés validant les jours d'intempéries en question.

Si l'entreprise est présente sur le chantier un jour d'intempérie, le maître d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas accepter de comptabiliser ce jour comme une journée d'intempérie.

6.3 – Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation des titulaires

Ce calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution. Après acceptation par chaque titulaire, dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation, il est visé par le maître d'œuvre puis notifié aux titulaires.

B) Au cours du chantier et avec l'accord du ou des titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé à l'article 6.2 du CCAP. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service aux titulaires.

7 - Prix

7.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement. Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement et en tenant compte des dépenses liées aux installations de chantier comme définies au CCTP.

Le prix global et forfaitaire porté à l'Acte d'Engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- sur la base du contenu des plans architecte et techniques joints au dossier de consultation ;

Cahier des Clauses Administratives Particulières

- sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

7.2 – Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix de chaque tranche d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 0,15 + 0,85 (BT48 (d-3) / BT48 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation ;
- d : mois de début d'exécution des prestations ;
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage) ;
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est **l'index BT48 « Index du bâtiment - Ascenseurs - Base 2010 »**.

7.3 – Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie sera constituée sur le montant initial du marché :

- A hauteur de 5 % du montant initial (augmenté le cas échéant du montant des avenants) ;
- Ou à hauteur de 3 % du montant initial du marché dans le cas où l'attributaire est une petite et moyenne entreprise (article R.2191-33 du Code de la commande publique).

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG-Travaux.

9.1 – Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Ce taux est fixé à 20,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 – Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 – Décomptes et acomptes mensuels

A l'exception des prestations de maintenance, les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

Les prestations de la maintenance seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire figurant dans l'acte d'engagement.

Les demandes de paiement des prestations de la maintenance seront présentées distinctement de la facturation des travaux, postérieurement à la réception des travaux comportant les mentions et selon les procédures précisées dans les dispositions de l'article suivant du CCAP.

L'établissement de la facturation respectera une périodicité semestrielle représentant le huitième du prix indiqué dans la décomposition globale et forfaitaire du marché avec une production de factures émises par le titulaire à terme échu.

Le délai global de paiement a pour point de départ :

- Pour l'avance, la date figurant sur l'ordre de service de démarrage des prestations ; ou sur la lettre de notification, si celle-ci prévoit expressément qu'elle vaut ordre de service de démarrage des prestations ;
- Pour les acomptes dus au titulaire et les paiements dus aux sous-traitants ayant droit au paiement direct, la date du dépôt par le titulaire du décompte et des pièces annexées.

Cette date est mentionnée par le Maître d'oeuvre sur les certificats pour paiement transmis à la personne publique.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

- Pour le solde, la date d'acceptation du décompte général par l'ensemble des parties (personne publique et Entrepreneur titulaire), dans les conditions prévues aux articles 12.4 et 12.5 du CCAG-Travaux.

Par dérogation, le délai mentionné à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux issu de l'arrêté du 30 mars 2021, est porté à trente jours.

Nota : Eu égard à l'alinéas précédent, le solde sera de minimum 5% du montant du marché.

Par dérogation à l'art 12.4 du CCAG-Travaux, le titulaire ne pourra pas présenter/transmettre son projet de décompte final tant que les réserves ne sont pas levées et que le Dossier des Ouvrages Exécutés n'aura pas été remis au complet par le titulaire et validé par le maître d'oeuvre et le Maître d'Ouvrage.

Conformément à l'article 42.4 dudit CCAG, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux affermis.

Le taux d'avancement est plafonné à 95%, hors retenue de garantie.

Le paiement du marché ne pourra excéder 95% du montant total tant que la totalité des réserves ne sera pas levée, y compris l'approbation des DOE.

La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public.

10.2 – Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués **exclusivement** sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique outre les mentions légales :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;

Cahier des Clauses Administratives Particulières

- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé) ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- la date d'exécution par prestation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13000545700010

10.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

10.5 – Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

11.1 – Caractéristiques des matériaux et produits

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes, aux DTU et aux règles de l'Art.

Les fiches techniques des produits non listées dans l'offre seront à fournir **pour validation au minimum 30 jours avant mise en demeure**. Le titulaire tiendra compte du délai d'approvisionnement nécessaire pour anticiper les demandes de validation.

11.2 – Préparation et coordination des travaux

11.2.1 – Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 18.1.1 & 28.1 du CCAG-Travaux, il est fixé une période de préparation, non comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 4 semaines.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service de préparation.

Le responsable de la mission d'OPC (le Maître d'œuvre) a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification d'un ordre de service de démarrage.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

11.3.2 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 300,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

11.3.3 – Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

11.3.4 – Registre de chantier

Il est prévu un registre de chantier par le Maître d'œuvre.

11.4 – Etudes d'exécution

L'entreprise transmet en version papier les plans d'atelier et de chantier (PAC) au maître d'oeuvre pour visa.

Le maître d'oeuvre met en place, dirige et anime une cellule de synthèse des études fournies. Il participe également à la cellule de synthèse au titre de concepteur. Les entreprises titulaires des marchés de travaux, MOE et le contrôleur technique le cas échéant, complètent la cellule.

La synthèse a pour objet, pour l'ensemble de l'ouvrage, d'assurer la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet. Elle se traduit par des plans de synthèse (compilation des plans des entreprises par la MOE) qui représentent, au niveau du détail d'exécution et sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations. Ces plans doivent prendre en compte toutes les informations nécessaires à la coordination spatiale et technique de chaque élément avec l'ensemble des contraintes techniques.

C'est dans le cadre des dispositions décrites ci-dessous que seront réalisées la coordination des études et l'élaboration des plans d'atelier et de tous les documents nécessaires à l'exécution des travaux (l'ensemble étant désigné par la suite par le terme général de "plans d'atelier").

Chaque Entrepreneur est responsable et chargé de l'élaboration des plans d'atelier de ses ouvrages.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Les limites entre les plans issus du dossier Projet, les plans d'Exécutions et plans d'atelier et de chantier sont celles du document établi conjointement par Syntec Ingénierie, CICF, UNTEC et l'UNAPOC, le 10 octobre 2001.

Les frais d'élaboration des documents d'atelier sont réputés inclus dans les prix forfaitaires de chaque Entrepreneur même si plusieurs circuits de mouvement de plans sont nécessaires.

Les observations du maître d'oeuvre, du bureau de contrôle technique et de la cellule de synthèse seront prises en compte par les Entrepreneurs qui éditeront de nouveaux plans conformes à ces observations. Les documents seront soumis en temps utile avec les notes de calculs correspondantes au maître d'oeuvre et au bureau de contrôle pour approbation ou visa, ce visa ne dégageant en rien la responsabilité de l'entreprise.

Après visa, il appartient aux entreprises d'en assurer la reproduction et la diffusion nécessaires. Ces plans seront obligatoirement réalisés avec le logiciel "AUTOCAD" ou avoir une compatibilité directe avec le format .dxf des fichiers produits par le logiciel AUTOCAD.

Cette production informatisée des plans sera opérationnelle depuis le stade initial de production des plans jusqu'au stade d'élaboration des DOE.

L'entrepreneur a obligation de recueillir en temps utile les visas du Maître d'oeuvre et du contrôleur technique.

Les plans d'atelier des entrepreneurs devront être élaborés en concordance avec les plans de synthèse, de telle sorte qu'ils puissent recevoir le visa du Maître d'oeuvre et du contrôleur technique aux échéances fixées par le calendrier d'exécution des études et travaux.

En plus des visas prévus ci-avant, les plans de structure devant comporter les réservations destinées aux entrepreneurs d'autres corps d'état seront en outre visés par les entrepreneurs demandeurs de ces réservations avant exécution.

L'entrepreneur demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'atelier.

Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le maître d'oeuvre et/ou le contrôleur technique, pour se soustraire à ses obligations contractuelles ou pour en diminuer la portée.

Aucune cote ne sera prise à l'échelle sur les documents.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

L'entrepreneur sera tenu de :

- établir les plans d'atelier sur la base des plans d'exécution et de synthèse fournis par la MOE ;
- signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans ;
- solliciter, de la part de la Maîtrise d'Oeuvre, tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis ;
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages existants ou ayant reçu un début d'exécution par d'autres entreprises, ainsi que les états de surface, la planéité et toutes autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres travaux ;
- respecter les circuits d'établissement et de circulation des plans établis par le maître d'oeuvre.

L'entrepreneur s'engage à communiquer au contrôleur technique, dans les délais suffisants, toutes études techniques, tous calculs, tous dossiers d'atelier, avis techniques, cahier des charges, P.V. de comportement au feu, etc.

Ces documents, établis ou non par l'entrepreneur, ne peuvent en aucune façon modifier les marchés. Ils sont soumis au maître d'oeuvre, au fur et à mesure des besoins et dans les délais définis sur le calendrier études, afin qu'ils puissent les contrôler et les rectifier, s'il y a lieu, avant de les viser. Le fait de cet accord ne peut, en aucune façon relever l'entrepreneur de son obligation de respecter les clauses de son marché.

Si l'entrepreneur commande ou exécute des ouvrages sans avoir soumis au maître d'oeuvre et/ou au bureau de contrôle les documents visés au présent article, ou sans avoir obtenu de visa, il est entièrement responsable des conséquences de cette omission qui peut entraîner le refus de l'ouvrage et sa démolition à ses frais.

11.5 – Installation et organisation du chantier

11.5.1 – Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

11.6 – Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.6.1 – Gestion des déchets de chantier

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du chantier.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

11.6.2 – Repliemment des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

11.6.3 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Avant la présentation de la date d'achèvement des travaux, le titulaire devra faire des essais des ouvrages.

11.6.4 – Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents suivants :

- **Remise Dossier des Ouvrages Exécutés final ;**

Après validation par le maître d'œuvre, le titulaire devra, sous 2 semaines, remettre le DOE final en 2 exemplaires (1 pour le Maître d'ouvrage, 1 pour la maîtrise d'œuvre Architecte) + 1 exemplaire numérique (CD, plan DWG + PDF).

Le titulaire s'engage à fournir tout document ou élément nécessaire à la mise en service et à la réception technique par la maîtrise d'œuvre et les services exploitants de l'université dans le temps imparti. Il s'engage à compléter le dossier sur demande du maître d'œuvre ou/et du maître d'ouvrage. Les éléments fournis seront uniquement en français.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues au présent CCAP. Les DOE concernent TOUTES LES TRANCHES (y compris pour les prestations sous-traitées dont les DOE sont fournis par le mandataire).

Aucun marché ne pourra être soldé sans la réception du DOE complet dans le délai demandé par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

12 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

13 - Réception

13.1 – Réception des travaux

13.1.1 – Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Les opérations préalables à la réception seront provoquées par le maître d'œuvre et l'OPC, dans le respect du calendrier des travaux. La réception sera prononcée à l'achèvement des travaux tranche par tranche ou de l'ensemble des tranches si toutes les tranches ont été affermies.

13.1.2 – Réception partielle

La réception partielle de chaque tranche est réalisée conformément aux dispositions des articles 42.1 à 42.5 du CCAG-Travaux.

Les délais d'exécution distincts seront spécifiés dans le calendrier d'exécution des travaux de l'OPC. Les ouvrages, partie d'ouvrage ou ensemble de prestations objets d'une réception partielle pourront être définis ultérieurement par avenant.

13.1.3 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Conformément à l'article 43 du CCAG-Travaux, certains ouvrages ou parties d'ouvrages, encore non achevés, pourront être mis à disposition du Maître d'Ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter par d'autres entrepreneurs des travaux autres que ceux faisant l'objet du marché.

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le maître d'œuvre et le titulaire. Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

14 - Garantie des prestations

14.1 – Garantie de parfait d'achèvement

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux issu de l'arrêté du 30 mars 2021, si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, **le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations.** Soit le titulaire devra exécuter la levée de réserves ou le pouvoir adjudicateur fera exécuter la levée de réserves par un tiers à ses frais et risques après mise en demeure restée sans effet conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG-Travaux issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

14.2 – Garantie de bon fonctionnement

La durée pour la garantie de bon fonctionnement des équipements des bâtiments dissociables des ouvrages de structure clos couvert (ascenseurs) est de deux ans.

14.3 – Garantie décennale

Le titulaire, et s'il y a lieu ses cotraitants et les sous-traitants, doivent avoir souscrit, à leurs frais, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil, et en justifier au moyen d'une attestation établie sur papier à en-tête de la compagnie (ou d'un agent général) et mentionnant les activités garanties.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier, quelle que soit la date d'intervention du titulaire.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants (garantie gérée en base fait dommageable) afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

16.1 – Pénalités de retard

Les pénalités et réfections sont applicables en cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels. Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses du marché. Les réfections sanctionnent la mauvaise exécution des prestations.

Les pénalités et réfections sont cumulables. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 300,00 €.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 10 jours.

16.2 – Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, **le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.**

16.3 – Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs
Non-production ou production incomplète des documents prévus au contrat et/ou par la réglementation en vigueur	Journalière	300,00 € pendant 10 jours calendaires, puis 500,00 €
Non-respect d'obligations contractuelles non couvertes par une autre pénalité	Journalière	200,00 €
Défaut d'information de l'acheteur	Journalière	200,00 €
Refus de collaboration avec l'acheteur	Par défaut constaté	200,00 €
Non-déclaration d'un sous-traitant dans les délais prescrits	Par défaut constaté	200,00 €
Manquement aux obligations d'entretien ou de propreté du site ou du matériel	Journalière	200,00 €
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Journalière	200,00 €
Absence de port de la carte d'identification professionnelle ou badge	Par défaut constaté	100,00 €
Retard/Absence aux réunions de chantier, d'études, de coordination, de synthèse	Par défaut constaté	150,00 €
Absence de port de vêtements de travail ou équipements de protection Individuelle	Journalière	200,00 €
Non-respect des engagements pris dans le mémoire technique et des réponses suites aux demandes de précision en phase analyse des offres	Par défaut constaté	200,00 €
Retard dans la présentation des échantillons de matériaux et / ou de matériel, ou des prototypes	Par jour calendaire	100,00 €

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, toutes les pénalités considérées par la maîtrise d'ouvrage comme définitives sont irrévocables, cumulables, non libératoires de l'obligation de faire et sont comptées, sans limitation ni plafonnement, par jour calendaire, depuis la date de constat de l'infraction jusqu'à la date où les prescriptions, objet des pénalités, seront respectées.

Le titulaire est seul responsable de la bonne remontée d'information. En cas de recours à la sous-traitance, il appartient au titulaire du marché de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant au respect de ladite clause.

16.4 – Réfactions

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou de mauvaise exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur peut, conformément aux dispositions de l'article 41.7 du CCAG-Travaux, appliquer une réfaction sur les prix correspondants.

La valeur de la réfaction sera fixée en fonction de l'étendue des imperfections constatées. Les prestations soumises à réfaction et le montant des réfactions appliquées seront constatés par un procès-verbal contradictoire signé par le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, **dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat** et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Les attestations valides pour l'année en cours et pour les années suivantes de travaux devront être transmises dès leur obtention sans que le pouvoir adjudicateur ait besoin d'en faire la demande expresse, au Département Contrats Immobiliers :

**Université de Strasbourg
Direction du Patrimoine Immobilier
Département Contrats Immobiliers (DCI)
18 rue Goethe – CS 90032
67081 Strasbourg Cedex**

Ou par mail :

dc@unistra.fr

18 - Clause de réexamen

Par dérogation à l'article 54 du CCAG-Travaux, chacune des parties peut solliciter la tenue d'une réunion de réexamen des conditions d'exécution du marché.

La demande est formulée par tout **moyen écrit, matériel ou dématérialisé**, permettant d'établir de manière certaine sa date de réception. Elle précise les motifs de la demande et est accompagnée des éléments justificatifs nécessaires à son instruction.

Le titulaire du marché et le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent se rencontrer sur la base d'un ordre du jour établi conjointement.

À compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire **dispose d'un délai de trente (30) jours pour se prononcer sur le principe et, le cas échéant, sur les conditions du réexamen.**

À défaut d'accord exprès intervenu dans ce délai, la demande est réputée rejetée. En cas de désaccord persistant, la position du pouvoir adjudicateur prévaut à titre provisoire pour les besoins de la poursuite de l'exécution du marché, sans préjudice des voies de recours ouvertes au titulaire.

La procédure de **réexamen n'a ni pour effet de suspendre, ni d'interrompre l'exécution des prestations**, lesquelles doivent se poursuivre aux conditions contractuelles en vigueur.

La procédure de réexamen peut être mise en œuvre dans les conditions prévues aux articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique.

Toute modification des conditions d'exécution du marché issue de cette procédure donne lieu à la conclusion d'un avenant.

La présente clause s'applique pendant toute la durée d'exécution du marché lorsque la modification envisagée n'est pas prévue par les stipulations initiales du contrat.

Les modifications peuvent notamment porter sur :

- **Les quantités des prestations prévues aux DPGF et au CCTP ;**
- **Les prix, dans le respect des structures et modalités prévues par la DPGF ;**
- **La durée des prestations de maintenance ;**
- **La modification d'ouvrages, parties d'ouvrages ou ensembles de prestations faisant l'objet d'une réception partielle.**

La présente clause **ne confère aucun droit acquis au titulaire** à l'obtention d'un réexamen ni à la modification du marché.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Le titulaire est tenu de produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à l'instruction de sa demande. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification utile des informations communiquées.

Si le principe et les conditions du réexamen sont acceptés par les parties, la modification peut intervenir quel que soit son montant, sous réserve du respect des dispositions du Code de la commande publique.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier un marché, sans mise en demeure préalable, lorsque le titulaire cumule plus de 3 % de son marché de pénalités applicables et consignées dans un compte rendu. Cette résiliation se fait pour faute du titulaire.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2,00 %.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Marchés ayant pour objet des prestations similaires

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des travaux ayant pour objet des prestations similaires (travaux de remplacement d'ascenseurs) à celles faisant l'objet du présent marché pourront être passés avec le titulaire, sous la forme de marchés sans publicité ni mise en concurrence.

21 - Certificat d'économie d'énergie

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de valoriser les économies d'énergie prévisionnelles par la réalisation de certificats d'économie d'énergie.

Le cas échéant, le titulaire de marché devra indiquer les mentions relatives à cette valorisation sur les documents suivants :

- devis ;
- factures ;
- attestations de fin de travaux.

22 - Certificats

A l'issue des travaux, l'entreprise fournira une attestation constructeur pour les normes suivantes :

- CE ;
- Handicapé ;
- DOE.

23 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix

67070 Strasbourg

Téléphone : 03 88 21 23 23

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Site internet : strasbourg.tribunal-administratif.fr

21 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 12.4.2 alinéa 4 du CCAG-Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG-Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux
- L'article 18 du CCAP déroge à l'article 54 du CCAG-Travaux

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Cahier des Clauses Administratives Particulières